



MEMOIRE GEOPOLITIQUE

LA GRECE ET LES BALKANS

**Lieutenant Colonel VIDALIS ANDREAS
(Grèce)
Division D - Groupe 1
5ème promotion**

SOMMAIRE

<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>I - LES BALKANS</u>	
11 - <i>Le sous système actuel de sécurité balkanique</i>	1
12 - <i>La situation recente des pays de la péninsule balkanique</i>	2
13 - <i>Le problème du nationalisme et des minorités</i>	3
<u>II - LA GRECE</u>	
21 - <i>La Grèce dans les Balkans</i>	5
22 - <i>Les relations de la Grèce avec les autres pays balkaniques</i>	6
23 - <i>La Grèce facteur de stabilité</i>	7
<u>III - CONSTATATIONS-PERSPECTIVES</u>	8
<u>CONCLUSION</u>	9

LA GRECE ET LES BALKANS

INTRODUCTION

Par sa géographie et son histoire, la Grèce fait partie intégrante de l'environnement géopolitique des Balkans. La Guerre froide, qui a coupé la Grèce de ses voisins pendant quatre décennies, lui a fait temporairement oublier son appartenance à ce monde compliqué et dangereux. Pourtant, la situation géographique de la Grèce au coeur des Balkans et son développement économique sont à la fois une responsabilité et une opportunité.

Les Balkans, contrairement à la Grèce, n'ont jamais constitué une entité politique indépendante. Par conséquent, l'histoire balkanique fait partie, selon les époques et les régions, de l'histoire de telle ou telle puissance. Les Balkans sont un enjeu politique et un carrefour stratégique où les sources de tensions, internes et externes, abondent. Ainsi, en raison de leur situation géographique mais aussi grâce aux traditions culturelles et à l'esprit entreprenant de leurs peuples, les pays de la région sont capables en temps de paix, de transformer leurs structures, d'améliorer leur situation politique et de reconstruire leur économie avec la même énergie qu'ils ont mise, en temps de guerre civile, à la détruire.

Il faut donc étudier de quelle manière la Grèce, par son histoire, sa politique et son économie, peut jouer un rôle déterminant dans la stabilité et la sécurité des Balkans.

I - LES BALKANS

11- Le sous système actuel de sécurité balkanique

La fin de l'opposition bipolaire a créé dans la région des Balkans toute une série de nouvelles données, qui se traduisent aussi bien en problèmes qu'en perspectives ou occasions favorables aux petits Etats Balkaniques. Plus précisément, la dissolution du traité de Varsovie a donné lieu à un « vide géostratégique » ou un « vide de sécurité » dans la région, tandis qu'au même moment le désengagement de certaines forces centrifuges concrètes a conduit l'un des Etats Balkaniques (la Yougoslavie) vers des aventures sanglantes, ce qui, finalement, a contribué à la création de nouveaux petits Etats. De plus, la crise qui secoue aujourd'hui l'Albanie n'est que le nouvel avatar de la variante balkanique des bouleversements post-totalitaires entamés en 1989.

La totalité des Etats Balkaniques ex-communistes sont déjà entrés dans une période transitoire douloureuse pendant laquelle ils ont entrepris la transformation des anciennes structures et la création de nouvelles, aussi bien au niveau politique qu'au niveau économique. Au niveau régional, le retour des forces centrifuges, telles que le désir d'intégration des minorités au pays de leur choix, aussi bien que le nationalisme, et, à fortiori, la présence du problème des minorités nationales que

la guerre froide a réussi à « figer », vont constituer, dans la région, une cause de sanglants conflits aussi bien que de futures conflagrations.

Incontestablement, l'avenir des sociétés balkaniques post-communistes, ainsi que les conditions de la stabilité dans la région seront déterminés par l'issue des crises successives que nos sociétés subissent aujourd'hui: crises de légitimation politique, de développement économique et de désaccord entre certaines communautés nationales. Dans un cadre nouveau, ces pays doivent déterminer leur position dans le monde et donner une réponse à trois questions essentielles: comment assurer leur sécurité, comment sortir de la crise économique, comment s'adapter au système international en voie de formation?

Les constatations précédentes ne sont que les deux côtés d'une même pièce, à savoir la réalité balkanique. Cependant, un observateur attentif du sous-système de la sécurité balkanique résultant de la guerre froide, pourrait constater une série de nouvelles tendances, qui posent les bases d'une perspective optimiste pour l'avenir de la région. On pourrait citer: les procédures concernant la démocratisation et le rétablissement économique de la quasi totalité des Etats Balkaniques, la mise en évidence du sous-système Balkanique sous la forme d'un système géopolitique « autonome » aux besoins et aux intérêts bien concrets, le développement de l'interdépendance économique et le besoin d'aborder le sujet de la sécurité dans la région de référence.

12 - La situation récente des pays de la péninsule balkanique

La fin de la guerre froide et les crises en Yougoslavie et en Albanie, ont provoqué des transformations importantes de la physionomie des pays Balkaniques. Contrairement aux pays d'Europe centrale où le processus de réapprentissage démocratique a été engagé dans une relative sérénité, les Etats des Balkans ont emprunté, pour sortir du communisme, une voie plus lente et plus pénible.

La procédure de transition sociale, économique et politique vers la stabilité et l'édification d'un système politique moderne constitue une opération très difficile. Les évolutions sont inégales et sont déterminées par les caractéristiques particulières de chacun de ces pays. Leur tradition politique, leurs questions nationales, leur degré d'acceptation du régime précédent, leur niveau de développement économique, le mode de transition, les expériences de réformes réalisées dans le passé et finalement l'environnement international, influencent le rythme du changement et l'échelle des problèmes et des tensions. La difficulté principale est qu'ils ont à affronter à la fois les problèmes créés par la procédure de démocratisation, par l'édification d'une économie de marché et par l'instabilité sociale.

Parmi les objectifs initiaux des nouveaux gouvernements des pays balkaniques étaient, d'un côté la recherche des supports et des garanties suffisantes, et, de l'autre, le développement de relations amicales avec des pays qui soient disposés et capables de soutenir leur réorganisation économique et leur sécurité. Il est incontestable que, dans certains cas, a été marqué un progrès important. Cependant, la voie pour la démocratie et la transition vers l'économie de marché est assez longue.

L'Albanie affronte aujourd'hui une crise économique très sérieuse et par conséquent une crise sociale et politique. La caractéristique principale du pays est l'absence d'une tradition politique et démocratique aussi bien que socio-économique. Selon tous les témoignages, le nouveau pouvoir gouvernemental devra faire de grands efforts afin de pouvoir contrôler le fonctionnement des structures étatiques, de récupérer l'ordre et de rétablir dans le pays la tranquillité et la perspective d'une avenir meilleur.

La Serbie présente une situation économique désespérante ce qui est dû surtout à l'imposition des sanctions par le Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que l'ARYM (Ancien République Yougoslave de la Macédoine) , malgré la levée de l'embargo et des sanctions contre la Yougoslavie, n'a pas réussi à améliorer son économie.

La Bulgarie, dans son effort pour réorienter sa politique extérieure et son économie, affronte des problèmes sérieux ,dus essentiellement à la crise politique intérieur que subit le pays, à la mentalité du peuple et à l'ignorance de la loi du libre marché. Au contraire, la Roumanie se dirige vers le chemin du libre Marché, et les perspectives, pour l'avenir, sont avantageuses

La Bosnie-Herzégovine, deux ans après la signature de l'accord de paix de Dayton, a enregistré une spectaculaire croissance économique. Ravagé par cinq ans de guerre, le pays est en train de renaître lentement à la vie. Cette situation demeure toute fois très fragile. Et l'économie bosniaque reste entièrement dépendante de l'aide internationale, les investisseurs étrangers étant découragés par la persistance de l'instabilité politique due aux divergences entre les deux entités du pays, la fédération croatobosniaque et la république serbe.

L'adhésion de la Croatie à l'organisation de défense des droits de l'homme s'est finalement concrétisée après un report de plusieurs mois dû au déficit démocratique dont souffre le pays. Les problèmes relatifs au retour des Serbes de Krajina, à la liberté des médias et à l'indépendance du pouvoir judiciaire et de la démocratie locale subsistent. Ses performances économiques devraient lui permettre de s'ériger rapidement en petite puissance régionale.

Enfin, la Slovénie est aujourd'hui le pays le plus performant des ex-Républiques Yougoslaves. Elle a rejoint le peloton de tête des candidats d'Europe centrale et orientale à l'entrée dans l'Union Européenne.

13 - Le problème du nationalisme et des minorités

La disparition du mur de Berlin en 1989 a marqué la fin de la période la plus longue de stabilité et de paix dans les Balkans. Depuis la fin de la guerre civile grecque en 1949, quatre décennies se sont écoulées sans conflit armé. Presque toutes les frontières balkaniques sont des frontières de tension. Cette situation résulte de la présence de minorités nationales et de revendications territoriales plus ou moins ouvertes. La persistance des mêmes problèmes frontaliers, que l'on peut facilement constater en comparant une carte des zones de conflit des années 20 avec la situation actuelle, montre que ces problèmes ont des racines profondes et risquent de perturber la paix à nouveau dans l'avenir.

Les territoires des Etats balkaniques n'ont pas été modelés par de longs processus historiques comme en Europe occidentale. Les frontières sont récentes et ont changé beaucoup trop souvent pendant les deux derniers siècles pour être considérées comme stables.

La culture politique traditionnelle dans les Balkans était peu propice à la constitution d'Etats-nations. Elle reposait sur l'autoadministration à une échelle locale, sur l'identité religieuse et sur la solidarité familiale. Ces éléments n'ont pas disparu, ils ont été simplement recouverts par une strate identitaire et culturelle nouvelle. Ils peuvent toujours resurgir et menacer la construction nationale dans les nouveaux Etats. En essayant de se fonder sur des thèmes traditionnels pour profiter de leur force de mobilisation, les idéologies nationales se sont systématiquement référées à des situations historiques du Moyen Age balkanique, sans se soucier de la contradiction entre leur principe national moderne et les fondements qui régissaient les empires. Les nouveaux Etats réclamaient le monopole sur des espaces sur lesquels leur « nation » avait exercé sa domination dans le passé, sans faire de distinction entre hégémonie sur un espace multi-ethnique et appropriation exclusive d'un territoire. Ainsi, il n'est pas surprenant que les revendications territoriales se soient recoupées et que chaque région située entre les noyaux centraux soit devenue une zone de tension .

La présence de minorités nationales constitue la deuxième catégorie d'argument, à côté de l'histoire, utilisés pour légitimer les revendications territoriales. Les frontières nationales ne pouvaient pas suivre les contours d'un espace ethnique extrêmement complexe. Plusieurs solutions ont été appliquées à ce problème d'imbrication des groupes ethniques. Au XIXe siècle, avant que les identités nationales modernes soient consolidées, l'homogénéisation nationale du territoire se réalisait en général par l'intégration de l'ensemble de la population dans l'identité nationale dominante grâce aux instruments dont dispose l'Etat moderne: scolarisation, conscription, etc. L'intégration devenait difficile seulement quand l'identité religieuse était incompatible avec la nouvelle identité nationale, et dans ces cas on appliquait sans hésiter la « purification ethnique ».

Pendant les guerres balkaniques et les deux guerres mondiales, les massacres et les autres formes d'atrocités ont été largement utilisés par tous les belligérants. Les événements inadmissibles qui ont lieu en Yougoslavie aujourd'hui n'ont rien d'original. La violence ethnique qui a accompagné le développement du nationalisme dans les Balkans a été alimentée par une tradition de conflits entre familles ou villages.

La question des minorités dans les Balkans ne se limite pas à l'imbrication d'espaces ethniques différents. Comme les identités nationales modernes sont jeunes et puisent souvent au même fonds identitaire, il est possible d'assister à des phénomènes d'identités de transition, d'identités multiples, de changements d'identité nationale. Malgré les guerres, les atrocités, les échanges de population, la « purification ethnique », l'hétérogénéité n'a pas disparu des Balkans. Des frontières instables, des revendications territoriales contradictoires, une tradition de violence fratricide, les traumatismes psychologiques du passé, des Etats et des institutions politiques peu solides, telle est la boîte de Pandore balkanique; gardée fermée par la guerre froide, elle est aujourd'hui réouverte.

II - LA GRECE

21 - La Grèce dans les Balkans

La Grèce est un pays du sud-est de l'Europe, situé à l'extrémité méridionale de la péninsule balkanique, ayant des frontières communes avec la plupart des pays de cette région. Avec les îles de la Mer Egée, la Crète, les îles du Dodécanèse et les îles de la Mer Ionienne, elle forme un espace intégral dont l'histoire remonte au fond des âges. L'espace grec, où l'Europe s'unit à l'Asie et qui constitue le meilleur accès vers l'Afrique, est un des plus importants points du globe. Les principales routes maritimes partant de Salonique, prolongent vers la Méditerranée ou la mer Noire un des axes de circulation terrestre les plus importants des Balkans.

La Grèce a été le premier Etat organisé selon les principes de l'Etat national issu de l'Empire Ottoman. Fondé dans les années 1830, directement impliqué dans les deux guerres balkaniques du début du siècle, l'Etat grec a lutté pour imposer dans la région un status quo frontalier façonné selon les aspirations des grandes puissances. En l'absence de frontières continentales communes avec les autres pays de l'Union Européenne, la Grèce attribue depuis de longues années un poids spécifique à sa politique envers les voisins balkaniques.

A l'issue des deux guerres balkaniques et des deux guerres mondiales qui ont fixé les frontières, et depuis la chute du communisme qui les a de nouveau remises en question, la Grèce articule sa politique balkanique autour de trois axes: le respect des frontières, la non-ingérence des pays tiers dans les affaires intérieures des autres Etats et la protection des droits des minorités.

Les expériences de la guerre et leurs blessures ont appris à la Grèce à rester un ami fidèle de la paix et de la collaboration des peuples. C'est pourquoi la Grèce est parmi les premiers pays à avoir signé la charte de l'ONU et participe activement à tous les efforts et à tous les organismes de l'ONU. Depuis 1952, la Grèce est membre de l'OTAN. En 1981 elle devient membre de la Communauté Européenne et, en 1991, membre de l'Union Européenne Occidentale. De plus, depuis 1990, elle participe activement aux efforts pour la sécurité de l'Europe. Dans ce domaine, elle a signé l'accord de diminution des armements conventionnels, contribuant de cette façon à la diminution de la tension dans la région.

La marine marchande grecque constitue un facteur fondamental de l'économie du pays en raison de ses multiples retombées économiques. La tradition maritime grecque se caractérise par l'audace et un talent méditerranéen de communication avec des populations de cultures différentes. Le développement de cette marine, entamé au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, a porté la Grèce en tête des puissances maritimes. Les transports maritimes constituent un élément essentiel du commerce et du développement économique. Grâce à la flotte grecque, la Communauté est à même d'exercer, sur le plan maritime mondial, une influence à la mesure de sa puissance commerciale.

Enfin, on doit souligner les relations de la Grèce avec les pays arabes. La qualité de ces relations, associée à la position géographique de la Grèce est un facteur déterminant pour les échanges entre les pays balkaniques et les pays arabes.

22 - Les relations de la Grèce avec les autres pays balkaniques

Il y a toujours eu des liens d'amitié et de coopération entre la Grèce et les autres pays balkaniques . Ces liens dépendaient à chaque époque des conditions politiques, notamment des conflits nationalistes. Les relations commerciales développées ces dernières années avec les pays balkaniques dans le cadre de la transition vers l'économie de marché, ne sont donc pas un nouvel élément, mais la suite de la présence économique du pays dans cette région.

Après l'établissement de la démocratie en 1974 et après la crise à Chypre et en Egée, la Grèce a suivi une politique balkanique unitaire pour assurer ses frontières du nord en améliorant ses relations avec tous les pays voisins. Dans le cadre de cette politique, la Grèce a conclu plusieurs traités essentiels avec les pays balkaniques dans les secteurs économique, militaire et culturel. Particulièrement, depuis 1989, avec la fin de la guerre froide, les relations du pays avec la quasi totalité des pays balkaniques se sont développées. En même temps, la Grèce , seul pays à avoir une économie développée dans la région, a accueilli de nombreux émigrants économiques des pays balkaniques et leur a offert du travail.

Entre la Grèce et la Bulgarie ont été signés des accords particuliers qui contribuent au développement des relations entre les deux pays. De plus, la collaboration militaire avance de façon satisfaisante au niveau bilatéral ainsi que dans le cadre de l'initiative de l'OTAN « partenariat pour la paix ». Dans le domaine de la collaboration policière, les deux pays ont signé des protocoles de coopération au sujet du crime organisé, du terrorisme, des drogues et de la contrebande.

Avec la Roumanie, la Grèce a développé des relations d'amitié particulières dues aux liens traditionnels historiques, religieux et économiques entre les pays et à la sympathie mutuelle entre les deux peuples. Avec la Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM), les relations de la Grèce se développent continuellement depuis la crise et l'annulation de l'embargo. De la même façon, avec la Serbie, la Grèce entretient des relations amicales, surtout depuis la fin du conflit. De plus, les relations avec l'Albanie se sont améliorées dans tous les domaines. La Grèce aide l'Albanie à se développer sur les plans économique et militaire, pour sortir de la crise. Enfin, la Grèce soutient de manière constante l'entrée future des pays balkaniques au sein de l'Union Européenne et des autres organismes (OTAN, UEO, etc.) .

23 - La Grèce, facteur de stabilité

Les changements géopolitiques et géostratégiques intervenus dans les Balkans après la chute du mur fournissent à la Grèce la possibilité de mieux utiliser sa position géographique et économique pour apparaître comme un facteur stabilisateur dans les Balkans.

Il est vrai que le rôle que peut jouer la Grèce dans les Balkans est essentiel. En comparaison avec les autres pays de la région, elle est le seul Etat membre de la Communauté Européenne, membre de l'OTAN et d'autres organisations régionales, telles que le Conseil de l'Europe ou la CSCE. De plus elle est, par excellence, le seul pays ethniquement homogène, avec un système politique démocratique ancien et solide, unique dans la région à ce qui peut la faire apparaître comme un modèle pour les autres pays de la péninsule balkanique. Cela lui permet d'y représenter « l'Europe des institutions » et, ainsi, de contribuer de manière positive aux mutations locales et régionales. En comparaison avec les autres pays de la région, elle dispose d'une économie assez puissante qui s'appuie sur les structures européennes. Elle peut aussi s'appuyer sur des liens culturels anciens avec les autres Etats des Balkans et sur la connaissance de leur mentalité. Elle possède des structures industrielles adaptées aux besoins du marché régional. Cela lui octroie des avantages non négligeable face à la concurrence occidentale.

La Grèce a toujours fait preuve d'un intérêt particulier et de compréhension pour les Balkans. La présence grecque économiquement prospère et commercialement active, la facilité propre à la Grèce à dialoguer et à commercer avec les pays balkaniques voisins, les attaches historiques qui lient la Grèce à la péninsule à laquelle elle appartient, sont des éléments qui font d'elle un pays dynamique et un instrument adéquat pour le redressement économique et le développement de ses voisins du nord. L'expérience acquise par la Grèce durant des décennies dans l'harmonisation de son développement économique avec les normes communautaires et celle de l'économie de marché représentent également pour les autres pays de la région, qui préconisent de s'orienter vers l'économie libre, un capital de la plus grande importance. Par ailleurs, le savoir-faire qu'ont acquis les sociétés grecques de construction durant leur longue présence dans le Proche-Orient et l'Afrique du nord est particulièrement utile aux grands besoins des pays du sud-est de l'Europe. De plus, l'orientation des institutions privées grecques, scientifiques et techno-économiques, vers les nouvelles possibilités qui s'ouvrent à ces pays sera bénéfique à toutes les parties impliquées.

L'objectif actuel de la politique grecque dans les Balkans est le soutien du status quo dans la région. C'est pourquoi la Grèce a choisi la politique de la « concertation périphérique ». Cette politique marque essentiellement l'inviolabilité des frontières, l'équilibre des institutions et l'établissement des mesures de confiance et de sécurité au niveau bilatéral et multilatéral. Toutes ces mesures ont pour but la création d'un régime de sécurité périphérique.

Tous ces facteurs montrent bien les possibilités qu'a la Grèce aujourd'hui non seulement de constituer un point de référence stable dans l'Europe du sud-est et un facteur positif pour la pacification des régions des Balkans qui continuent à s'entre-tuer, mais aussi d'aider de manière substantielle les pays voisins dans leurs efforts de construction d'un système politique démocratique, de faire évoluer leurs économies sur la base du modèle occidental et de se rapprocher définitivement de l'Europe communautaire. Ceci dans le contexte général qui tend vers l'union des pays européens dans le cadre d'institutions et sur des principes qui ont fait leurs preuves et qui assurent le respect des droits de l'homme et le régime démocratique dans ces pays.

III - CONSTATATIONS ET PERSPECTIVES

Sa situation géographique, mais aussi sa diaspora et sa marine marchande offrent à la Grèce une ouverture extraordinaire au monde. Les relations extérieures constituent donc un aspect fondamental de la politique grecque, avec des conséquences sur son évolution économique et politique interne. Plusieurs axes apparaissent. La Grèce apparaît tout d'abord comme un acteur régional d'importance moyenne impliqué dans les enjeux complexes des Balkans et du Proche-Orient.

En second lieu, elle s'inscrit dans des stratégies conçues par les grandes puissances avec lesquelles elle entretient des relations de clientélisme géopolitique. Enfin, l'Europe lui a offert de nouvelles possibilités qui lui permettront éventuellement d'échapper à la logique des conflits régionaux sur fond d'antagonisme des Puissances.

Le chute du communisme en Europe Orientale ainsi que dans la péninsule Balkanique a radicalement transformé les données géopolitiques de la région en abolissant les « alliances stables » créées dans des conditions d'affrontement au niveau international et par des conditions civiles et militaires opposées.

Les pays de la péninsule Balkanique qui avaient connu des régimes socialistes, affrontent des difficultés graves dans leur effort pour passer à l'économie de marché libre, et résoudre leurs problèmes politiques et sociaux. Ces pays demandent l'assistance économique des organismes internationaux et l'intensification des relations économiques avec le reste du monde.

La Grèce dispose des meilleures conditions pour combler le vide géoéconomique et géopolitique des Balkans et prendre des initiatives pour le compte de l'UE, ce qui en fait un intermédiaire précieux entre l'UE et les pays balkaniques. Cela est possible grâce à des institutions démocratiques fortes à sa puissance économique et militaire, à l'homogénéité du peuple et à ses appuis internationaux. Ces conditions ont conduit la Grèce à adopter une position conciliante dans la région et à prendre d'importantes initiatives, visant à la stabilité dans les Balkans. Parallèlement, elle est le seul pays dans la région à avoir déclaré clairement ne pas avoir de revendications territoriales.

Le rapprochement dans le domaine militaire est un paramètre important. Cette coopération devrait s'orienter vers l'échange de connaissances technologiques, la collaboration aux frontières, l'envoi d'observateurs pendant les exercices militaires, l'incitation à la participation des pays balkaniques à des opérations militaires pour la rétablissement du droit international. Tous les différends peuvent être dépassés par la coopération et le rapprochement progressif dans des secteurs divers.

L'Europe de l'après-guerre a progressé dans le domaine de la collaboration économique et pour la suppression des frontières économiques. Les questions économiques ont été résolues en commun; L'Europe a montré ainsi qu'il existe une autre voie pour conquérir la paix sociale et atteindre la maturité sans recourir à la guerre.

CONCLUSION

Une coopération réussie dans les Balkans présuppose le respect de trois principes: l'inviolabilité des frontières, la création d'institutions démocratiques et la protection effective des droits de l'homme. Ces principes ne sont efficacement préservés que dans le cadre de l'économie de marché, qui permet le développement de réseaux de collaboration au niveau gouvernemental et au niveau privé.

La transformation économique et sociale de la Grèce pendant les dernières décennies montre les perspectives de développement dans le reste des Balkans. Avec la fin de la division de la péninsule par le rideau de fer, avec l'ouverture des économies et des sociétés, avec l'intégration européenne, d'énormes possibilités semblent s'offrir aux Etats balkaniques. Leurs ressources naturelles, leurs hommes et leurs femmes, leur situation géographique, aux portes de trois continents, tout paraît favorable à un essor spectaculaire dans presque tous les domaines de l'économie.

BIBLIOGRAPHIE

PREVELAKIS Georges, *Les Balkans, cultures et géopolitique*, Nathan, Paris 1994.
PREVELAKIS Georges, *Géopolitique de la Grèce*, Nathan, Paris 1997.

VEREMIS Théodore, *Les Balkans, Gnosis*, Athènes 1995.

VALINAKIS Yannis, *La Grèce dans la nouvelle Europe, Politique Etrangère*, Paris 1997

MASSOULA Dimitra, *Les Balkans et la politique grecque, Relations Internationales et Stratégiques*, Paris 1997.

WALLEN Alex-Sotiris, *La Grèce dans les Balkans, NED 5027-28*, Paris 1996.

LERUEZ Jacques, *Les pays d'Europe occidentale, NED 5033-34*, Paris 1996. B

LACOSTE Yves, *alkans et balkanisation, Hérodote N° 63* Paris 1991.

DOUDOUNIS Georges, *Evolutions balkaniques, Dodoni*, Athènes 1996.

CASTELLAN Georges, *Le Monde des Balkans, poudrière ou zone de paix?* Paris, Vuibert, 1994.

DOSSIER: GRECE, *Politique Internationale, N° 61* Paris 1993.